

Corinne Deloy

Analyse
1 mois avant
le scrutin

Les Serbes renouvelleront l'ensemble de leurs représentants politiques (président de la République, députés et représentants locaux) le 6 mai prochain

Le 13 mars dernier, le président de la République Boris Tadic (Parti démocrate, DS) fixait au 6 mai la date des prochaines élections législatives par lesquelles les Serbes renouvelleront les 250 membres de l'Assemblée nationale, chambre unique du parlement. Ce scrutin est le premier à ne pas être anticipé depuis la chute de Slobodan Milosevic (octobre 2000). Le 4 avril, le chef de l'Etat choisissait de démissionner de son poste et de convoquer une élection présidentielle (anticipée de quelques mois) le même jour que le scrutin législatif. Le 6 mai prochain, les Serbes désigneront également leurs représentants municipaux et les électeurs de Voïvodine (région située au Nord du pays) les membres de leur Assemblée provinciale.

Ces dernières années, les élections législatives ont, en Serbie, régulièrement opposé le camp pro-européen conduit par le président de la République Boris Tadic à celui des nationalistes pro-russes emmené par Tomislav Nikolic (Parti progressiste serbe, SNS). Après des années de guerre et d'isolement sur la scène internationale, les Serbes ont, depuis qu'ils élisent démocratiquement leurs députés, toujours choisi la voie de la raison en portant au pouvoir les partis qui leur promettaient un destin européen.

En 2008, la signature de l'accord de stabilisation et d'association entre la Serbie et l'Union européenne avait fortement participé à la victoire du Parti démocrate aux élections législatives. Le 1er mars dernier, la Serbie a obtenu de Bruxelles le statut de candidat officiel à l'adhésion à l'Union européenne. Celui-ci pourrait toutefois ne pas peser de façon aussi importante qu'auparavant dans le choix des électeurs. « *Les citoyens de Serbie ont porté le lourd fardeau des réformes pour que notre pays se transforme en une société démocratique dans laquelle les droits de l'homme et des minorités sont respectés et les valeurs européennes confirmées* » a souligné le président Boris Tadic après l'annonce de Bruxelles. « *L'Union européenne est cruciale pour la Serbie car elle la maintient dans la voie de la raison* » a aussi affirmé Ognjen Pribicevic, ancien ambassadeur

de Belgrade en Allemagne. Bosko Jaksic, journaliste au quotidien Politika, note que, pour la première fois, la décision de l'Union européenne n'a pas été motivée par la crainte de voir arriver Tomislav Nikolic au pouvoir mais qu'elle s'explique plutôt par la dégradation de la situation du Kosovo. L'ancien leader radical a quitté son ancien parti, le Parti radical (SRS) après les dernières élections législatives du 11 mai 2008 pour en créer un nouveau, le Parti progressiste (SNS), et se revendique désormais pro-européen.

Le gouvernement sortant conduit par le Premier ministre Mirko Cvetkovic (indépendant) rassemble le Parti démocrate, le Parti socialiste (SPS) dirigé par Ivica Dacic (et fondé en 1990 par Slobodan Milosevic), le Parti des retraités unis (PUPS) de Jovan Krkobabic, G17+ de Mladjan Dinkic, le Parti des régions unies (URS), le Parti social-démocrate (SDP) de Rasim Ljajic et l'Action démocratique du Sandjak (SDA). Les élections législatives du 6 mai devraient, entre autres, permettre de vérifier la solidité de l'alliance entre le Parti démocrate et le Parti socialiste.

L'élection présidentielle : Boris Tadic vs Tomislav Nikolic, troisième round

« *J'ai décidé d'écouter mon mandat afin de permettre*

la tenue de l'élection présidentielle le 6 mai et je serai candidat. Ces élections (présidentielle et législatives) seront l'occasion pour les citoyens de choisir la voie qu'ils souhaitent emprunter. Je propose celle de l'intégration européenne et de la préservation territoriale du pays » a déclaré le chef de l'Etat sortant Boris Tadic le 4 avril dernier en annonçant sa démission. Le mandat du président sortant arrivait officiellement à expiration le 15 février 2013.

Boris Tadic concourt pour un troisième mandat consécutif à la tête de l'Etat. La Constitution serbe de 2006 interdit au président de faire plus de deux mandats mais ce texte a été adopté au cours du premier mandat de Boris Tadic (2004-2008), élu une première fois à la tête de l'Etat de Serbie-et-Monténégro. Le 5 juin 2006, la Serbie devient indépendante à la suite du référendum organisé au Monténégro le 21 mai 2006 lors duquel 55,5% des électeurs se sont prononcés pour la fin de l'union de Podgorica avec Belgrade. Boris Tadic a été réélu à la présidence de la Serbie le 3 février 2008.

Le mandat présidentiel est de 5 ans. Chaque candidat à la magistrature suprême doit recueillir au moins 10 000 signatures d'électeurs pour être autorisé à se présenter. Si aucun des candidats ne recueille la majorité absolue des suffrages le 6 mai prochain, un 2e tour de scrutin sera organisé deux semaines plus tard, soit le 20 mai.

8 personnes sont, à ce jour, candidates à la présidence de la République :

- Boris Tadic (Parti démocrate, DS), chef de l'Etat sortant ;
- Tomislav Nikolic, leader du Parti progressiste (SNS) ;
- Cedomir Jovanovic, leader du Parti libéral-démocrate (LDP) ;
- Itsvan Pastor, candidat de l'Union des Hongrois de Voïvodine (VMSZ) ;
- Alexandr Martinovic, candidat du Parti radical (SRS) ;
- Vojislav Kostunica, ancien Premier ministre (2004-2008) et candidat du Parti démocratique de Serbie (DSS) ;
- Ivica Dacic, leader du Parti socialiste (SPS) ;
- Zoran Stankovic, actuel ministre de la Santé et ancien ministre de la Défense (2005-2007), candidat du Parti des régions unies (URS).

D'autres personnes pourraient se porter candidates à l'élection présidentielle dans les jours à venir.

Officiellement, le président sortant a justifié l'organisation d'un scrutin anticipé par le gain d'argent et de temps qu'il représentait. Le regroupement des élections permet en effet à la Serbie de ne pas vivre de longs mois de campagne électorale. Mais il permet également à Boris Tadic de capitaliser sur l'obtention du statut de candidat officiel à l'adhésion à l'Union européenne obtenu par Belgrade le 1er mars dernier à Bruxelles et au Parti démocrate de bénéficier du charisme de son leader dont le portrait orne les affiches électorales du parti. Autre point important : le gouvernement qui sera nommé à l'issue des élections législatives du 6 mai devra très rapidement prendre des décisions difficiles et impopulaires, ce qui aurait pu nuire à la réélection du chef de l'Etat sortant si le scrutin présidentiel avait eu lieu comme prévu.

Boris Tadic affrontera Tomislav Nikolic qu'il a déjà battu deux fois : par 53,97% des suffrages le 27 juin 2004 (46,03% pour le leader nationaliste) et le 3 février 2008 par 50,31% des voix contre 47,97% à son adversaire.

Principal adversaire de Boris Tadic pour la troisième fois consécutive, Tomislav Nikolic a évolué ces dernières années. Après les dernières élections législatives du 11 mai 2008, le Parti radical serbe dirigé par Vojislav Seselj s'est divisé et à l'automne, Tomislav Nikolic et Aleksandar Vucic ont quitté le parti pour créer le Parti progressiste, qui, à l'inverse du parti radical, se veut favorable à l'intégration de la Serbie dans l'Union européenne. Tomislav Nikolic se présente donc comme un nationaliste pro-européen. Il se montre cependant prudent, conscient que l'adhésion de Belgrade ne devrait pas avoir lieu avant 2020 alors que les Serbes attendent des réponses concrètes à leurs difficultés économiques actuelles.

Ainsi, Tomislav Nikolic reproche régulièrement à Boris Tadic d'avoir mis l'objectif de l'accession de la Serbie à l'Union européenne au-dessus de l'amélioration du niveau de vie et de la lutte contre la corruption. « *Si nous étions au pouvoir, nous aurions un meilleur niveau de vie et nous avons beaucoup d'amis à travers le monde qui pourraient nous aider* » a-t-il déclaré, parlant

de la Russie et de la Chine avec lesquelles il aimerait voir son pays resserrer les liens.

Le socialiste Ivica Dacic est mécontent de la tenue de l'élection présidentielle le même jour que le scrutin législatif. Il redoute en effet que les médias s'intéressent essentiellement aux deux personnalités que sont Boris Tadic et Tomislav Nikolic et à leurs partis au détriment des autres partis politiques. C'est pourquoi Ivica Dacic a décidé de se présenter à l'élection présidentielle. Le libéral-démocrate Cedomir Jovanovic s'est également élevé contre un scrutin présidentiel anticipé et a mis en avant le fait qu'un duel opposant Boris Tadic à Tomislav Nikolic occuperait le cœur de la campagne électorale, ce qui nuirait à cette dernière et empêcherait les autres candidats et partis d'exister.

« Boris Tadic et Tomislav Nikolic veulent couper la Serbie en deux mais la Serbie est bien plus grande que cela » a déclaré le leader socialiste. Djodje Jovanovic, analyste politique du Centre pour l'innovation politique de Belgrade, rappelle que le fait de proposer le même candidat pour le poste de Premier ministre et celui de chef de l'Etat est habituel en Serbie.

Les élections législatives : l'opposition progressiste en tête mais pour quelle majorité ?

Pour les élections législatives, le Parti démocrate de Boris Tadic a choisi de s'allier avec le Parti social-démocrate et la Ligue des sociaux démocrates de Voïvodine au sein d'une coalition appelée Le choix pour une meilleure vie-Boris Tadic. Il a affirmé qu'il ne gouvernerait avec aucun des partis suivants : le Mouvement du renouveau (SPO) de Vuk Draskovic, le Parti des régions unies, le Parti progressiste, le Parti démocratique de Serbie de l'ancien Premier ministre Vojislav Kostunica, le Parti radical ou le Parti libéral-démocrate (LDP). Comme il y a quatre ans, le programme du Parti démocrate défend une Serbie européenne. « Une Serbie européenne est un pays moderne avec un système d'Etat de droit, un pays efficace, avec des infrastructures, une communication de qualité, des universités, un pays dans lequel les gens veulent rester et qu'ils ne cherchent pas à fuir » a déclaré Boris Tadic. Il a reconnu que beaucoup restait à faire pour y parvenir ; il a exprimé le souhait que le prochain gouvernement

soit nommé le plus rapidement possible à l'issue du scrutin, affirmant que de nombreuses et importantes réformes devaient être mises en place. « Le prochain gouvernement devra prendre des décisions difficiles et complexes pour assurer un meilleur avenir aux citoyens » a-t-il précisé. « Lors de ces élections législatives, nous devons nous garder des personnes qui pourrait détruire tout ce qui a été fait depuis 2000 » a-t-il averti, déclarant que certains partis, auparavant favorables à une grande Serbie et désormais pro-européens, n'avaient ni vision ni programme et menaçaient d'entraîner le pays dans une voie sans issue.

L'obtention du statut de candidat officiel à l'adhésion à l'Union européenne pour la Serbie avait été érigée en priorité par Boris Tadic. « Le chemin vers l'Europe garantira la stabilité, un meilleur niveau de vie, de nouveaux investissements et la modernisation du pays. Nous ne devons pas nous arrêter, peu importe les problèmes que rencontre l'Union européenne » a-t-il souligné. Pour 2012, le leader démocrate s'est donné plusieurs objectifs : la réduction du chômage, la hausse des investissements et l'augmentation du niveau de vie. « Nous devons être préparés pour une nouvelle vague de la crise économique » a-t-il indiqué.

Le Parti progressiste serbe de Tomislav Nikolic propose un programme de 120 pages dans lequel il promet de baisser les impôts et de lutter contre les monopoles et les *tycoons*. Il annonce une baisse de la corruption qui permettrait de sauver 62 milliards de dinars, soit environ 2% du PIB du pays. Il s'est allié pour les élections législatives dans une coalition appelée SNS-NS-PSS-PS Tomislav Nikolic qui rassemble outre le Parti progressiste, Nouvelle Serbie (NS) de Velimir Ilic, le Mouvement de la force (PSS) de Bogoljub Karic et le Mouvement socialiste (PS). Tomislav Nikolic a exclu toute collaboration avec le Parti démocrate de Boris Tadic.

Le 11 mars dernier, le Parti libéral-démocrate de Cedomir Jovanovic, qui se bat pour une évolution de la politique menée au Kosovo en faveur d'une acceptation de la déclaration d'indépendance du pays, s'est allié avec le Mouvement du renouveau serbe et l'Union social-démocrate pour les élections législatives.

La question du Kosovo

Le 24 février dernier, la Serbie et le Kosovo ont signé un accord de coopération régionale qui permet à Pristina de participer aux conférences qui se tiennent sur les Balkans sans que Belgrade n'ait reconnue officiellement l'indépendance du Kosovo. Cet accord, qui ouvre un dialogue entre les deux pays, a permis à la Serbie d'obtenir de Bruxelles le statut de candidat officiel à l'adhésion à l'Union européenne.

Les 14 et 15 février derniers, une très large majorité des Serbes du Kosovo vivant au sud de la rivière Ibar (99,74%) ont voté par référendum leur rejet des institutions de la « prétendue République du Kosovo ». Les trois quarts des 35 000 électeurs (75%) ont pris part à ce scrutin. 120 000 Serbes vivent au Kosovo, 40 000 d'entre eux dans la région frontalière entre ce pays et la Serbie. Le président de la République Boris Tadic a dénoncé l'organisation de la consultation populaire qui « nuit aux intérêts de l'Etat serbe ».

Les partis pro-européens défendent à la fois l'idée d'une Serbie européenne et celle d'un Kosovo serbe. « Tous ceux qui proposent d'abandonner l'intégration européenne pour sauver le Kosovo doivent savoir que la Serbie perdra ainsi toutes ses chances de préserver ses intérêts nationaux au Kosovo et en Métochie. Belgrade doit proposer une solution qui respecte les intérêts légitimes des Albanais et les institutions de Pristina mais qui en même temps ne violent pas les intérêts serbes. Je suis sûr qu'une telle solution est possible » répète Boris Tadic.

Le Parti progressiste est opposé à toute reconnaissance de l'indépendance de Pristina ou de solutions qui « piétineraient la dignité de la Serbie » car « le Kosovo est serbe au moins autant qu'albanais » souligne-t-il. Tomislav Nikolic refuse que son pays rejoigne les Vingt-sept aux dépens du Kosovo et se montre sceptique quant à une réelle adhésion de la Serbie à l'Union européenne. « L'obtention du statut ne veut rien dire. Regardez la Turquie qui est officiellement candidate depuis 1987 » a déclaré le leader progressiste. « Je ne sais quelles promesses le pouvoir a dû faire pour obtenir le statut de candidat officiel, alors je ne peux véritablement me réjouir » a-t-il affirmé.

Les autorités kosovares ont refusé que des élections locales soient organisées dans les municipalités serbes du Kosovo le 6 mai et appelé l'Union européenne à intervenir pour empêcher leur tenue. L'ambassadeur des Etats-Unis au Kosovo Christopher Dell a indiqué que ce scrutin violerait la résolution 1 244 de l'Organisation des Nations unies (ONU). Farid Zarif, chef de la mission des Nations unies au Kosovo (MINUK), a indiqué que le scrutin local ne pouvait être organisé dans le pays en raison des tensions existant entre les deux pays. Oliver Ivanovic, secrétaire d'Etat pour le Kosovo et la Métochie au sein du gouvernement serbe, a indiqué que les institutions serbes continueraient à exister au Kosovo au-delà du 6 mai puisque le gouvernement nommerait les représentants locaux après les élections.

Le système politique serbe

Le paysage politique serbe a beaucoup évolué ces dernières années. Le pays compte 82 partis (dont 45 représentant des minorités nationales) pour plus de 600 avant la modification de la loi électorale de 2009. Depuis l'an passé, une nouvelle modification de la loi permet aux députés de disposer de leurs mandats et donc de changer de parti s'ils le souhaitent. De nombreux analystes politiques craignent que cette disposition ne dévalue le scrutin législatif et que les partis les plus riches tentent « d'acheter » des députés. Par ailleurs, la Serbie possède désormais une liste électorale unique au niveau national qui remplace donc les précédentes listes locales. Le 6 mai prochain, pour les élections présidentielle et législatives, les Serbes pourront remplir leur devoir civique dans n'importe lequel des bureaux de vote du pays et non plus seulement, comme auparavant, dans leur seule commune de résidence.

L'Assemblée nationale, chambre unique du parlement, comprend 250 membres élus pour 4 ans au scrutin proportionnel au sein d'une circonscription unique. Chaque liste de candidats doit obtenir au moins 10 000 signatures de citoyens pour se présenter aux suffrages des électeurs (3 000 pour les partis représentant les minorités nationales : Roms, Hongrois, Croates, Roumains, Bosniens, etc.). Chaque parti politique doit obligatoirement recueillir au moins 5% des suffrages exprimés pour être représenté à l'Assemblée nationale à l'exception des partis représentant les minorités na-

tionales. Enfin, chaque liste doit obligatoirement comprendre au moins 30% de femmes parmi ses candidats.

A l'issue des dernières élections législatives du 11 mai 2008, les partis politiques suivants sont représentés à l'Assemblée nationale :

- les 5 partis réunis au sein de la coalition Pour une Serbie européenne : le Parti démocrate (DS) de Boris Tadic, G17+ de Mladjan Dinkic, le Mouvement du renouveau serbe (SPO), la Ligue des sociaux-démocrates de Voïvodine (LSV) et le Parti social-démocrate (SDP), possèdent ensemble 102 députés ;
- Le Parti radical serbe (SRS), ultranationaliste dirigé par Dragan Todorovic qui remplace par intérim Vojislav Seselj, ancien vice-Premier ministre de Slobodan Milosevic, emprisonné à La Haye depuis sa reddition en février 2003, inculpé de crimes contre l'humanité et de crimes de guerre par le Tribunal pénal international de La Haye pour l'ex-Yougoslavie (TPIY). Le parti s'est divisé en octobre 2008 et deux de ses principaux dirigeants, Tomislav Nikolic et Aleksandar Vucic, l'ont quitté pour fonder le Parti progressiste serbe (SNS). Le Parti radical compte 56 sièges et le Parti progressiste 21 ;

- L'alliance du Parti démocratique de Serbie (DSS) de l'ancien Premier ministre Vojislav Kostunica et de Nouvelle Serbie (NS), dirigée par Velimir Ilic, possède 30 députés ;
- La coalition qui rassemble le Parti socialiste (SPS), fondé le 27 juillet 1990 par Slobodan Milosevic et dirigé par Ivica Dacic, le Parti des retraités unis (PUPS) de Jovan Krkobabic et Serbie unie (US) de Dragan Markovic, compte 20 députés ;
- le Parti libéral-démocrate (LDP), né en 2005 d'une scission du Parti démocrate et emmené par Cedomir Jovanovic, possède 13 sièges ;
- La Coalition hongroise compte 4 députés ;
- La Liste bosniaque pour un Sandjak européen, conduite par Esad Dzudzevic, possède 2 sièges ;
- La Coalition albanaise de la vallée de Presevo compte un député.

Les enquêtes d'opinion donnent Boris Tadic en tête du 1er tour de l'élection présidentielle avec 40,9% des suffrages devant Tomislav Nikolic qui recueillerait 33,4% des voix. Par ailleurs, près de la moitié des Serbes (47%) se déclarent satisfaits de leur chef de l'Etat.

Rappel des résultats de l'élection présidentielle des 20 janvier et 3 février 2008 en Serbie

Participation : 61,37%

| Candidats | Nombre de voix obtenues (1er tour) | Pourcentage des suffrages recueillis (1er tour) | Nombre de voix obtenues (2e tour) | Pourcentage des suffrages recueillis (2e tour) |
|---|------------------------------------|---|-----------------------------------|--|
| Boris Tadic (Parti démocrate, DS) | 1 457 030 | 35,39 | 2 304 467 | 50,31 |
| Tomislav Nikolic (Parti radical, SRS) | 1 646 172 | 39,99 | 2 197 155 | 47,97 |
| Velimir Ilic (Nouvelle Serbie, NS) | 305 828 | 7,43 | | |
| Milutin Mrkonjic (Parti socialiste, SPS) | 245 889 | 5,97 | | |
| Cedomir Jovanovic (Parti libéral-démocrate, LDP) | 219 689 | 5,34 | | |
| Istvan Pasztor (Union des Hongrois de Voïvodine, VMSZ) | 93 039 | 2,26 | | |
| Milanka Karic (Mouvement de la force serbe, PSS) | 40 332 | 0,98 | | |
| Marijan Risticevic (Parti populaire paysan, NSS) | 18 500 | 0,45 | | |
| Jugoslav Dobricanin (Parti réformiste, RS) | 11 894 | 0,29 | | |

Source : Commission électorale de Serbie

06

Rappel des résultats des élections législatives du 11 mai 2008 en Serbie

Participation : 61,33%

| Partis politiques | Nombre de voix obtenues | Pourcentage des suffrages recueillis | Nombre de sièges obtenus |
|--|-------------------------|--------------------------------------|--------------------------|
| Pour une Serbie européenne, coalition formée par le Parti démocrate, G17+, le Mouvement du renouveau serbe, la Ligue des sociaux-démocrates de Voïvodine et le Parti social-démocrate (DS-G17+-SPO-LSV-SDP) | 1 590 200 | 38,42 | 102 |
| Parti radical serbe (SRS) | 1 219 436 | 29,46 | 78 |
| Parti démocratique de Serbie-Nouvelle Serbie (DSS-NS) | 480 987 | 11,62 | 30 |
| Coalition Parti socialiste-Parti des retraités unis-Serbie unie (SPS-PUPS-US) | 313 896 | 7,58 | 20 |
| Parti libéral-démocrate (LDP) | 216 902 | 5,24 | 13 |
| Coalition hongroise | 74 874 | 1,81 | 4 |
| Liste bosniaque pour un Sandjak européen | 38 148 | 0,92 | 2 |
| Coalition albanaise de la vallée de Presevo | 16 801 | 0,41 | 1 |
| Autres | 77 742 | 0,83 | 0 |

Source : Commission électorale de Serbie

Le président de la République sortant Boris Tadic favori de l'élection présidentielle serbe. Son parti (DS) pourrait s'imposer au scrutin législatif.

J-7
7 jours avant
le scrutin

Le 6 mai prochain, les Serbes sont appelés aux urnes pour trois scrutins : le 1er tour du scrutin présidentiel (si nécessaire, un 2e tour aura lieu deux semaines plus tard, soit le 20 mai prochain), des élections législatives (renouvellement des 250 membres de l'Assemblée nationale, chambre unique du Parlement) et enfin un scrutin municipal. Les électeurs de Voïvodine (nord du pays) désigneront également les membres de leur Assemblée provinciale.

Moment électoral de la plus haute importance donc pour les 7 millions d'électeurs serbes qui vont renouveler en l'espace de quelques jours l'ensemble de leurs représentants politiques.

L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

12 personnes sont officiellement candidates à l'élection présidentielle serbe. :

- Boris Tadic (Parti démocrate, DS), chef de l'Etat sortant ;
- Tomislav Nikolic, leader du principal parti d'opposition, le Parti progressiste (SNS), et candidat pour la 4e fois consécutive à l'élection présidentielle ;
- Cedomir Jovanovic, leader du Parti libéral-démocrate (LDP), concourt pour la 2e fois à l'élection présidentielle (il avait recueilli 5,34% des suffrages au 1er tour du scrutin présidentiel du 20 janvier 2008) ;
- Itsvan Pastor, candidat de l'Union des Hongrois de Voïvodine (VMSZ) pour lequel il s'agit également de la 2e candidature (il avait obtenu 2,26% des voix le 20 janvier 2008) ;
- Vojislav Kostunica, ancien Premier ministre (2004-2008) et candidat du Parti démocratique de Serbie (DSS) ;
- Ivica Dacic, leader du Parti socialiste (SPS) et ministre de l'Intérieur sortant qui concourt pour la 2e fois (il avait recueilli 4,04% au 1er tour du scrutin présidentiel du 13 juin 2004) ;
- Zoran Stankovic, actuel ministre de la Santé et ancien ministre de la Défense (2005-2007), candidat du Parti des régions unies (URS) ;
- Jadranska Seselj (Parti radical serbe, SRS), épouse du leader du parti Vojislav Seselj, actuellement détenu à La Haye et en attente de procès pour son inculpation de crimes contre l'humanité et crimes de guerre par le TPIY ;
- Vladan Glisic, candidat indépendant soutenu par le mouvement d'extrême droite Dveri ;
- Danica Grujicic, candidate de l'Alliance social-démocrate ;
- Zoran Dragisic, candidat indépendant soutenu par le Mouvement des travailleurs et des paysans de Serbie
- Muamer Zukorlic, mufti de la communauté islamique de Serbie soutenu par la Coalition des Albanais de la Vallée de Presevo dirigée par l'unique député albanais au Parlement, Riza Halimi.

La décision du 4 avril dernier du président sortant Boris Tadic d'organiser le scrutin présidentiel le même jour que les élections législatives est judicieuse puisqu'elle

lui permet d'appuyer la campagne de son parti (DS), à la peine dans les enquêtes d'opinion, sur sa propre personne et de dynamiser une campagne électorale jusqu'alors un peu atone. « *Le scrutin présidentiel va aider les partis politiques car le charisme des leaders augmentera le taux de participation* » estime le politologue Vladimir Goati. Le Parti démocrate (DS) devrait donc en bénéficier, les électeurs du principal parti d'opposition – le Parti progressiste (SNS) – étant traditionnellement très mobilisés.

LE PARTI DÉMOCRATE PEUT-IL SE MAINTENIR AU POUVOIR ?

« *Ces élections constituent une opportunité pour décider si nous voulons continuer le processus de réforme qui nous a valu la reconnaissance de l'Union européenne et du Conseil de l'Europe et nous a donné l'opportunité de poursuivre une politique qui attire les investisseurs et créé des emplois* » a déclaré le chef de l'Etat sortant, Boris Tadic.

Celui-ci répète à ses compatriotes que la voie choisie par son parti constitue une garantie pour l'avenir de la Serbie. « *Tout autre chemin est incertain et serait risqué pour les citoyens comme pour l'Etat. Nous ne savons pas où ira le pays si la coalition rassemblant Tomislav Nikolic (leader du SNS), Bogoljub Karic (qui dirige le Mouvement de la force, PSS) et Velja Ilıc (chef de Nouvelle Serbie, NS) remportait les élections* » a souligné Boris Tadic. Celui-ci a mis ses compatriotes en garde quant à l'évolution de Tomislav Nikolic qui, a-t-il rappelé, dit actuellement des choses différentes de ce qu'il affirmait hier. « *La question est : « que dira-t-il demain ? »* » a demandé le président sortant.

« *Le Parti démocrate a modernisé le pays pour améliorer la vie des Serbes. Nous avons pris des risques à des moments difficiles, y compris celui de ne pas être populaires. Le Parti progressiste ne cache pas le fait qu'il dit certaines choses dans le seul but de remporter les élections* » a-t-il souligné.

« *Je m'attends à ce que Belgrade démarre les négociations d'adhésion avec l'Union européenne vers la fin de l'année. Si la Serbie continue sur le même chemin, elle rejoindra certainement l'Union européenne en 2020* » répète Boris Tadic. Le chef de l'Etat a précisé qu'il excluait toute collaboration avec le Parti progressiste ainsi qu'avec le

Elections législatives et présidentielle en Serbie 6 et 20 mai 2012

Parti radical serbe et le Parti démocratique de Serbie. « *Nous sommes prêts à négocier avec tous les autres partis* » a-t-il déclaré.

Le Parti démocrate doit cependant faire face au mécontentement des Serbes qui traversent une sévère crise économique même si le pays a renoué avec la croissance en 2010. La croissance du PIB reste faible (0,5% prévus en 2012), le chômage affecte près d'un quart de la population active (23,7% en février), 400 000 emplois ont été perdus depuis le début de la crise économique et 7,3 millions des Serbes vivent sous le seuil de pauvreté. En janvier dernier, le Fonds monétaire international (FMI) a gelé une tranche d'aide de 1,3 milliard \$ destiné à Belgrade, le pays n'étant pas parvenu à suffisamment assainir ses finances publiques. Le FMI exige de la Serbie qu'elle réduise son déficit public à 4,25% de son PIB.

L'HEURE DE TOMISLAV NIKOLIC A-T-ELLE SONNÉ ?

« *Les gens au pouvoir ne se soucient pas de vos conditions de vie* » a déclaré le leader du Parti progressiste (SNS) aux 10 000 Serbes qui ont manifesté le 26 avril dernier dans le centre de Belgrade contre les difficultés économiques et la corruption. « *S'ils étaient préoccupés, ils auraient fait quelque chose pour réduire le taux de chômage et attirer des investissements* » a-t-il ajouté. Tomislav Nikolic a assuré que s'il était élu à la tête du pays en mai prochain, il améliorerait la vie quotidienne des Serbes en réformant le système des impôts, en augmentant les retraites et en attirant les investissements financiers.

Toujours nationaliste mais désormais pro-européen et donc favorable à l'intégration de la Serbie dans l'Union européenne, Tomislav Nikolic affirme néanmoins que l'adhésion de Belgrade doit passer après l'amélioration des conditions de vie de ses compatriotes. « *Notre entrée dans l'Union européenne ne se fera pas avant 8 ou 10 ans. Mais c'est maintenant que nous devons vivre. Et nous devons trouver des réponses aux difficultés que nous rencontrons. Nous ne pouvons juste nous coucher et attendre de rejoindre Bruxelles. Et que se passera-t-il si cela n'arrive jamais ?* » s'interroge le

leader progressiste.

Ce dernier aime également à rappeler que la Serbie est « *une maison avec deux portes – l'une donnant sur l'Ouest et l'autre sur l'Est – qui doivent toutes deux rester ouvertes* ». Pour Tomislav Nikolic, Belgrade doit intensifier ses relations avec la Russie.

Reste que certains analystes serbes et européens redoutent toujours qu'une fois au pouvoir, le leader du Parti progressiste ne ramène le pays aux années de guerre, pas si anciennes que cela, et entretienne des relations conflictuelles avec les pays occidentaux.

Boris Tadic est le favori de l'élection présidentielle et les analystes politiques assurent que le Parti démocrate sera en mesure, à l'issue du scrutin législatif, d'obtenir une majorité parlementaire et de former une coalition gouvernementale.

Selon la dernière enquête d'opinion réalisée par l'institut Faktor Plus à la fin du mois d'avril, Tomislav Nikolic et le président de la République sortant, Boris Tadic, sont au coude-à-coude dans la course présidentielle. Le premier recueillerait 36,1% des suffrages et le deuxième 35,7% des voix. Le socialiste Ivica Dacic arriverait en 3e position suivi du libéral-démocrate Cedomir Jovanovic et de l'ancien Premier ministre Vojislav Kostunica. Tomislav Nikolic et Boris Tadic devraient donc s'affronter lors d'un 2e tour de scrutin le 20 mai prochain.

En ce qui concerne les élections législatives, le Parti progressiste (SNS) est crédité de 33,5% des suffrages, devançant de plus de cinq points le Parti démocratique (DS) qui remporterait 28,3% des voix. Le Parti socialiste (SPS), membre de la coalition gouvernementale actuelle du Premier ministre Mirko Cvetkovic (qui rassemble également le Parti démocrate, le Parti des retraités unis (PUPS) de Jovan Krkobabic, G17+ de Mladjan Dinkic, le Parti des régions unies (URS), le Parti social-démocrate (SDP) de Rasim Ljajic et l'Action démocratique du Sandjak (SDA)) arriverait en 3e position avec 11,8% des suffrages, et se retrouverait alors en position de faiseur de roi. Le parti pourrait obtenir, en échange de son soutien au Parti démocrate, le poste de Premier ministre pour son leader Ivica Dacic.

Après environ dix ans de démocratie en Serbie et déjà deux affrontements entre les deux leaders politiques, Boris Tadic pourrait cependant jouer une partie plus difficile que prévue.

Nouveau duel Boris Tadic/Tomislav Nikolic pour le 2e tour de l'élection présidentielle serbe le 20 mai prochain

Les deux favoris des enquêtes d'opinion sont arrivés en tête du 1er tour de l'élection présidentielle le 6 mai en Serbie. Le président de la République sortant Boris Tadic (Parti démocrate, DS) a recueilli 26,7% des suffrages. Il a devancé Tomislav Nikolic (Parti progressiste serbe, SNS) qui a obtenu 25,5% des voix. Les deux hommes ont chacun remporté des résultats moindres que ceux qu'ils avaient obtenus lors du 1er tour du précédent scrutin présidentiel du 20 janvier 2008 : - 8,59 points pour le chef de l'Etat sortant et - 14,39 points pour son rival nationaliste, qui était arrivé en tête il y a 4 ans. Boris Tadic et Tomislav Nikolic s'affronteront lors du 2e tour de scrutin le 20 mai prochain.

Résultats

Aux élections législatives qui se déroulaient le même jour, la coalition - rassemblant le Parti progressiste serbe de Tomislav Nikolic Nouvelle Serbie Velimir Ilic, le Mouvement de la force serbe et le Mouvement socialiste (SNS-NS-PSS-PS) - est arrivée en tête, recueillant 24% des suffrages (73 sièges) tandis que le Parti démocrate au pouvoir a obtenu 22,3% des voix (68 sièges). Le Parti socialiste (SPS), dirigé par Ivica Dacic, est arrivé en 3e position avec 14,7% des suffrages (45 sièges). Il a devancé le Parti démocratique de Serbie (DSS) de l'ancien Premier ministre (2004-2008) Vojislav Kostunica, (6,8%) et la coalition Demi-tour, emmenée par le Parti libéral-démocrate (LDP) de Cedomir Jovanovic (6,7%), qui ont remporté chacun 20 sièges. Le parti du gouvernement sortant, le Parti des régions unies (URS), a obtenu 5,4% et 16 sièges ; l'Union des Hongrois de Voïvodine (VMSZ), 5 sièges et l'Action démocratique du Sandjak (SDA), autre parti du gouvernement sortant, 1 siège.

Enfin, le Parti radical serbe (SRS), parti ultranationaliste dirigée par Dragan Todorovic, a échoué à recueillir au moins 5% des suffrages exprimés indispensables pour être représenté à l'Assemblée nationale, chambre unique du Parlement.

Comme lors des précédentes élections législatives du 11 mai 2008, le Parti socialiste, qui a quasiment doublé son résultat par rapport au scrutin d'il y a quatre ans,

se retrouve donc en position de faiseur de roi. Son leader Ivica Dacic devrait selon toute vraisemblance réaffirmer son soutien au Parti démocrate de Boris Tadic et y gagner le poste de Premier ministre. « *Nous ne savons pas encore qui sera le prochain président de la République mais nous savons qui sera le nouveau Premier ministre* » a déclaré le leader socialiste dès l'annonce des résultats.

Le taux de participation a été légèrement inférieur (- 2 points) à celui enregistré en 2008 et s'est élevé à environ 59%.

« *Le combat m'opposera à Tomislav Nikolic* » a indiqué le président sortant, Boris Tadic, dès l'annonce des résultats. « *Est-ce que le pays sera gouverné par ceux qui nous ont couverts de honte, ceux qui ont menacé de tuer des centaines de membres d'autres nations et d'autres religions pour un seul des nôtres tués ? Non, il faut que ce pays soit gouverné par ceux qui ont une crédibilité internationale* » a-t-il souligné répétant que « *l'amélioration du niveau de vie de la population* » constituait son objectif stratégique. « *Nous allons conduire rapidement la Serbie vers l'intégration européenne et poursuivre les changements et le développement* » a-t-il promis en se déclarant confiant dans sa victoire le 20 mai prochain.

Son rival Tomislav Nikolic s'est déclaré convaincu qu'il

Elections législatives et présidentielle en Serbie 6 et 20 mai 2012

remporterait l'élection présidentielle. « *Ce n'est pas la première fois. Mais cette fois, c'est sûr. La Serbie attend avec impatience les changements qui sont nécessaires. La victoire est à portée de main* » a-t-il affirmé. Le leader du Parti progressiste promet d'améliorer le niveau de vie des « *perdants de la transition vers l'économie de marché* » et d'investir dans l'agriculture et dans l'industrie. Il veut augmenter les impôts des plus riches et réévaluer les privatisations de façon à rendre au peuple ce qui lui appartient. « *Même mâtiné de rhétorique pro-européenne, le discours de Tomislav Nikolic reste dans la lignée d'une tradition populiste et nationaliste encore vive en Serbie* » analyse l'historienne Latinka Perovic.

Les deux candidats à l'élection présidentielle promettent de réduire les effectifs du secteur public, de créer des emplois, d'attirer les investissements étrangers et de lutter contre la corruption. « *Il s'agit des premières élections depuis 1990 où l'économie s'est imposée comme un sujet crucial* » a souligné le socio-

logue Srecko Mihajlovic. « *Les candidats font des listes de vœux. Personne n'a présenté de mesures concrètes capables de mettre la création d'emplois ou d'attirer des milliards d'euros d'investissements* » regrette l'analyste politique Bojan Panajotovic.

La Serbie a été fortement affectée par la crise économique internationale. Le taux de chômage s'élève à 24%, l'économie souterraine représente environ 30% du PIB et 7,3 millions des Serbes vivent sous le seuil de pauvreté. En outre, la croissance de 0,5% prévue pour 2012 est loin d'être assurée. En janvier dernier, le Fonds monétaire international (FMI) a gelé une tranche d'aide de 1,3 milliard \$ destinée à la Serbie, Belgrade n'étant pas parvenu à suffisamment assainir ses finances publiques.

Le 2e tour de l'élection présidentielle du 20 mai prochain est crucial : poursuite dans la voie des réformes et de l'Union européenne avec Boris Tadic ou choix d'une politique plus sociale avec Tomislav Nikolic, telle est l'alternative devant laquelle les Serbes sont placés.

Résultat du 1er tour de l'élection présidentielle du 6 mai 2012 en Serbie

Participation : 59%

| Candidats | Nombre de voix obtenues (1er tour) |
|---|---------------------------------------|
| Boris Tadic (Parti démocrate, DS) | 26,7 |
| Tomislav Nikolic (Parti progressiste serbe, SNS) | 25,5 |
| Ivica Dacic (Parti socialiste SPS) | 15,3 |
| Vojislav Kostunica (DSS) | 7,7 |
| Zoran Stankovic | 7,1 |
| Cedomir Jovanovic | 5,3 |
| Jadranska Seselj | 3,9 |
| Vladan Glisic | 2,7 |
| Istvan Pastor | 2,3 |
| Zoran Dragicic | 1,7 |
| Muamer Zukorlic | |
| Danica Grujicic | 0,7 |

Source : Centre pour les élections libres et la démocratie (CeSID) <http://www.cesid.org/>

Résultats des élections législatives du 6 mai 2012 en Serbie

Participation : 59%

| Partis politiques | Pourcentage des suffrages recueillis | Nombre de sièges obtenus |
|---|--------------------------------------|--------------------------|
| Coalition Parti progressiste serbe Nouvelle Serbie, Mouvement de la force serbe et Mouvement socialiste (SNS-NS-PSS-PS) | 24 | 73 |
| Pour une Serbie européenne, coalition formée par le Parti démocrate, G17+, le Mouvement du renouveau serbe, la Ligue des sociaux-démocrates de Voïvodine et le Parti social-démocrate (DS-G17+-SPO-LSV-SDP) | 22,3 | 68 |
| Parti socialiste (SPS) | 14,7 | 45 |
| Parti démocratique de Serbie (DSS) | 6,8 | 20 |
| Parti libéral-démocrate (LDP) | 6,7 | 20 |
| Parti des régions unies (URS) | 5,4 | 16 |
| Union des Hongrois de Voïvodine (VMSZ) | | 5 |
| Action démocratique du Sandjak (SDA) | | 1 |

Source : Centre pour les élections libres et la démocratie (CeSID) <http://www.cesid.org/>

11

Coup de théâtre en Serbie où Tomislav Nikolic est élu président de la République

La troisième fois aura donc été la bonne pour Tomislav Nikolic (Parti progressiste serbe, SNS). Avec 49,7% des suffrages, il a remporté l'élection présidentielle serbe dont le 2e tour s'est déroulé le 20 mai. Il a devancé le chef de l'Etat sortant Boris Tadic (Parti démocrate, DS), qui a obtenu 47 % des voix et qui échoue donc à remporter son 3e mandat.

Au 1er tour de scrutin le 6 mai dernier, Boris Tadic avait devancé son adversaire d'une courte tête. 10 000 voix (sur un total de près de 4 millions) séparaient les deux hommes : le président de la République sortant avait recueilli 25,31% des suffrages et le leader nationaliste, 25,05%.

Entre les deux tours, Tomislav Nikolic avait accusé Boris Tadic de fraudes électorales sur 500 000 voix au 1er tour et appelé ses concitoyens à manifester pour dénoncer ce vol le 12 mai dernier. « J'affirme que des centaines de milliers de bulletins supplémentaires ont été imprimés et donnés au Parti démocrate et que celui-ci a ainsi manipulé le résultat » avait-t-il affirmé. « Il est temps que les citoyens voient à qui ils ont à faire. Les Serbes ne méritent pas un président de la République soupçonné de vol » avait-il ajouté, décrivant le pays comme un « Etat dirigé par des criminels ». L'ensemble des observateurs internationaux et nationaux avaient jugé les élections serbes libres et transparentes, conformes aux standards démocratiques internationaux.

La participation au 2e tour a été faible, s'élevant à 46,32%, une forte abstention qui a été favorable à Tomislav Nikolic.

Résultats
second tour

« Ce jour est le plus beau de ma carrière politique et de ma vie » a déclaré Tomislav Nikolic qui a immédiatement tenu à rassurer ses partisans, mais surtout la communauté internationale, sur son engagement européen : « La Serbie maintiendra sa voie européenne. Ce scrutin n'a pas porté sur qui conduira la Serbie vers l'Union européenne mais sur qui réglera les problèmes économiques créés par le Parti démocratique de Boris Tadic » a-t-il déclaré. L'alliance entre les deux tours de scrutin du leader nationaliste avec le Parti démocratique (DSS) de l'ancien Premier ministre (2004-2008) Vojislav Kostunica, opposé à l'adhésion de Belgrade à l'Union européenne, avait jeté le trouble et été utilisée par les partisans du président Tadic pour mettre en doute son engagement européen. A l'issue des élections législatives du 11 mai 2008, Tomislav Nikolic avait quitté le Parti radical dirigé par Vojislav Seselj pour créer le Parti progressiste, qui se déclare favorable à l'intégration de la Serbie dans l'Union européenne. Tomislav Nikolic se présente comme un nationaliste pro-européen : « Nous voulons rejoindre l'Union européenne. Celle-ci a des projets pour nous et nous apportera des investissements »

« La Serbie doit développer son économie et enrayer la pauvreté. Nous devons nous mettre au travail pour nous débarrasser de la corruption et de la criminalité, pour mettre fin à l'oligarchie politique et rechercher des amis dans le monde entier » a-t-il déclaré. Le programme de son parti propose des diminutions d'impôts, la fin des monopoles et des tycoons et annonce une baisse de la corruption (qui, promet-il, permettrait de sauver 62 milliards de dinars, soit environ 2% du PIB du pays). Durant sa campagne électorale, Tomislav Nikolic avait proposé de construire un canal reliant le Danube à la mer Egée, sans toutefois expliquer comment il entendait mettre en œuvre un tel projet qui traverserait nécessairement d'autres pays que la Serbie.

« Je félicite Tomislav Nikolic pour sa victoire méritée. Je lui souhaite du succès à ce poste très difficile » a déclaré Boris Tadic. L'ensemble des enquêtes d'opinion donnaient le chef de l'Etat sortant largement (58% des intentions de vote) réélu encore quelques jours avant le 2e tour. « Il s'agit d'un tremblement de terre électoral, des résultats totalement inattendus » a souligné l'analyste politique Slobodan Antonic. Le leader du Parti démocrate avait, à la fin de sa campagne électorale, qualifié le 2e tour de « référendum pour l'Union européenne ». « C'est un jour crucial car nous décidons de la direction que nous allons prendre dans les 5 prochaines années et même dans la prochaine décennie. Et le monde nous regarde pour voir notre degré de maturité démocratique » (...) « En tant qu'ancien président de la Serbie, si mes propos sont encore entendus, j'exhorte au maintien de la stratégie menant vers l'Union européenne » a tenu à indiquer Boris Tadic.

A l'issue des élections législatives du 6 mai dernier, les socialistes emmenés par le ministre de l'Intérieur sortant Ivica Dacic (Parti socialiste, SPS), arrivés en 3e position (14,53% des suffrages et 44

sièges), avaient décidé le 9 mai de poursuivre leur alliance avec le Parti démocrate (DS) de Boris Tadic (22,11% des voix et 67 sièges). Le nom d'Ivica Dacic était alors cité (avec celui du maire de Belgrade, Dragan Dilas (DS)) comme celui du prochain Premier ministre.

Avec l'élection de Tomislav Nikolic à la présidence de la République, le Parti progressiste, qui était arrivé en tête du scrutin législatif avec 24,04% des suffrages et 73 sièges, devrait tenter de former une majorité, peut-être avec le Parti socialiste. S'il n'y parvient pas, la Serbie (où le Premier ministre possède davantage de pouvoirs que le président de la République même si ce dernier peut bloquer les lois) se retrouvera en situation de cohabitation.

Agé de 60 ans, Tomislav Nikolic est originaire de Kragujevac. Il possède une formation de génie en construction et a travaillé pour différentes entreprises de travaux publics. En 1990, il adhère au Parti radical populaire qui, avec le mouvement tchetnik serbe, forme ensuite le Parti radical. En 1991, il devient député de l'Assemblée nationale où il a été régulièrement réélu. En mars 1998, le Parti radical forme une coalition avec le Parti socialiste du président de la République fédérale de Yougoslavie, Slobodan Milosevic, et Tomislav Nikolic devient vice-président du gouvernement de Serbie, puis, fin 1999, vice-président du gouvernement fédéral yougoslave jusqu'à la chute du dictateur en octobre 2000.

Candidat à l'élection présidentielle serbe de 2000, Tomislav Nikolic arrive en 3e position derrière Vojislav Kostunica et Slobodan Milosevic. En 2004, il échoue face à Boris Tadic (45% des suffrages au 2e tour). En 2008, même scénario : il est de nouveau battu à l'élection présidentielle par le chef de l'Etat sortant, recueillant 47,97% des voix au 2e tour. Le 6 septembre 2008, il démissionne du Parti radical (dont il était le président par intérim en l'absence de Vojislav Seselj, inculpé de crimes de guerre contre les populations non-serbes de Croatie, de Bosnie-Herzégovine et de Voïvodine par le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie de La Haye (TPIY), et fonde le Parti progressiste.

L'obstination de Tomislav Nikolic aura fini par payer. Le 20 mai, il est devenu le deuxième président de la République serbe.

« La victoire serrée de Tomislav Nikolic n'est pas un vote d'adhésion. Les électeurs ont voulu sanctionner le Parti démocrate. Une des manières de le faire était de voter pour Tomislav Nikolic » analyse le sociologue et directeur de l'ONG Initiatives citoyennes, Miljenko Dereta. Les Serbes sont en effet très touchés par la crise économique : faible croissance du PIB (0,5% prévus en 2012), taux de chômage élevé (24% de la population active) et fort pourcentage de la population vivant sous le seuil de pauvreté. Les électeurs ont donc exprimé leur lassitude et sanctionné ce que certains qualifient de « système Tadic ». En choisissant l'alternance, ils vont peut-être également être amenés à faire l'expérience de la cohabitation. Le sociologue Vladimir Vuletic craint une « sérieuse crise politique »

et parle de « risques de tensions et de désaccords entre le président de la République et le gouvernement ».

- La Liste bosniaque pour un Sandjak européen, conduite par Esad Dzudzevic, possède 2 sièges ;
- La Coalition albanaise de la vallée de Presevo compte un député.

Les enquêtes d'opinion donnent Boris Tadic en tête du 1er tour de l'élection présidentielle avec 40,9% des suffrages devant Tomislav Nikolic qui recueille 33,4% des voix. Par ailleurs, près de la moitié des Serbes (47%) se déclarent satisfaits de leur chef de l'Etat.

Résultats de l'élection présidentielle des 6 et 20 mai 2012 en Serbie

Participation : 57,77% (1er tour) et 46,32% (2e tour)

| Candidats | Nombre de voix recueillies (1er tour) | Pourcentage des suffrages obtenus (1er tour) | Nombre de voix recueillies (2e tour) | Pourcentage des suffrages obtenus (2e tour) |
|---|---------------------------------------|--|--------------------------------------|---|
| Tomislav Nikolic (Parti progressiste, SNS) | 979 216 | 25,05 | 1 518 500 | 49,7 |
| Boris Tadic (Parti démocrate, DS) | 989 454 | 25,31 | 1 489 800 | 47 |
| Ivica Dacic (Parti socialiste, SPS) | 556 013 | 14,23 | | |
| Vojislav Kostunica (Parti démocratique de Serbie, DSS) | 290 861 | 7,44 | | |
| Zoran Stankovic (Parti des régions unies, URS) | 257 054 | 6,58 | | |
| Cedomir Jovanovic (Parti libéral-démocrate, LDP) | 196 668 | 5,03 | | |
| Jadranka Seselj (Parti radical serbe, SRS) | 147 793 | 3,78 | | |
| Vladan Glisic (Dveri) | 108 303 | 2,77 | | |
| Istvan Pasztor (Union des Hongrois de Voïvodine, VMSZ) | 63 420 | 1,62 | | |
| Zoran Dragisic (Mouvement des travailleurs et des paysans de Serbie) | 60 116 | 1,54 | | |
| Muamer Zukorlic (Coalition des Albains de la Vallée de Presevo) | 54 492 | 1,39 | | |
| Danica Grujicic (Alliance social-démocrate) | 30 602 | 0,78 | | |

Source : Centre pour les élections libre et la démocratie (CeSID) <http://www.cesid.org/>

Résultats des élections législatives du 6 mai 2012 en Serbie

Participation : 57,77%

| Partis politiques | Nombre de voix obtenues | Pourcentage des suffrages recueillis | Nombre de sièges obtenus |
|--|-------------------------|--------------------------------------|--------------------------|
| Coalition du Parti progressiste (SNS), du Mouvement de la force serbe (PSS), de Nouvelle Serbie (NS) et du Mouvement socialiste (PS) | 940 659 | 24,04 | 73 |
| Parti démocrate (DS) | 863 294 | 22,11 | 67 |
| Coalition du Parti socialiste (SPS), du Parti des retraités unis (PUPS) et de Serbie unie (US) | 567 689 | 14,53 | 44 |
| Parti démocratique (DSS) | 273 532 | 7 | 21 |
| Demi-tour (Parti libéral-démocrate, LDP) | 255 546 | 6,52 | 19 |
| Parti des régions unies (URS) | 215 666 | 5,49 | 16 |
| Parti radical serbe (SRS) | 180 558 | 4,63 | 0 |
| Dveri | 169 590 | 4,34 | 0 |
| Autres | 444 602 | 11,14 | 0 |

Source : Centre pour les élections libre et la démocratie (CeSID)

Retrouvez l'ensemble de nos publications sur notre site :
www.robert-schuman.eu

Directeur de la publication : Pascale JOANNIN

LA FONDATION ROBERT SCHUMAN, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique GIULIANI.